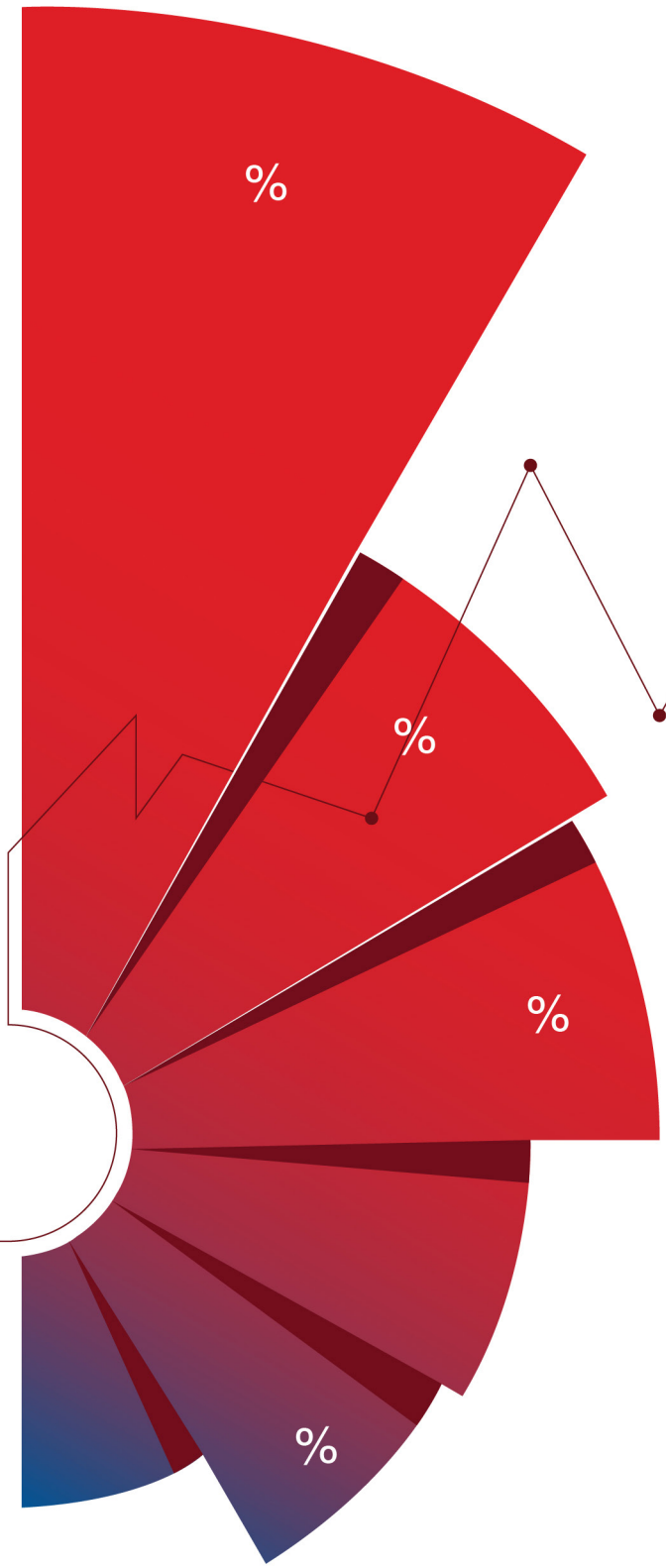
La Multipolarité et le Moyen-Orient: Explorer les Attitudes Régionales face à la Guerre Russo-Ukrainienne

Brève Analyse

Avril 2023



MENA PEACE & SECURITY PROJECT

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

TABLE DES MATIÈRES

3
LA MULTIPOLARITÉ ET LE MOYEN-ORIENT: EXPLORER LES ATTITUDES RÉGIONALES FACE À LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE

4
EN BREF

5
I. LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN : LA RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE

8
II. LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES

9
III. LES EFFETS DE LA GUERRE

10
IV. POINTS DE VUE SUR LE (DÉS)ENGAGEMENT DES ÉTATS-UNIS DANS LA RÉGION

12
V. LE SCEPTICISME À L'ÉGARD D'UN ENGAGEMENT PLUS IMPORTANT DE L'UE DANS LA RÉGION

13
VI. LA NATURE GÉOPOLITIQUE DE LA GUERRE, LE SOUTIEN RÉGIONAL À LA RUSSIE ET À L'UKRAINE

16
VII. LA GÉOPOLITIQUE ET L'AVENIR DE LA RÉGION

19
CONCLUSION

19
MÉTHODOLOGIE

21
RÉFÉRENCES

22
À PROPOS DES AUTEURS

LA MULTIPOLARITÉ ET LE MOYEN-ORIENT: EXPLORER LES ATTITUDES RÉGIONALES FACE À LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE

BRÈVE ANALYSE

La Russie s'est engagée dans une escalade majeure dans sa guerre contre l'Ukraine avec une invasion à grande échelle en février 2022 qui a causé des dizaines de milliers de morts dans chacun des deux pays ainsi que la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la seconde guerre mondiale. Les conséquences de ce conflit continuent de se faire sentir dans le monde entier, y compris dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).

La région MENA a été confrontée à une multitude de crises au cours des dernières années et ses violents conflits ont eu de graves conséquences humanitaires. L'insécurité alimentaire a été exacerbée par le changement climatique et la dégradation de l'environnement, le déclin économique, l'augmentation des prix de l'énergie et des carburants, ainsi que les déplacements prolongés qui ont entraîné de nouvelles tensions sociétales. La guerre entre la Russie et l'Ukraine a perturbé les principales lignes commerciales dans une région fortement dépendante des importations en provenance des pays belligérants, ce qui a aggravé la situation déjà compliquée de la région.

La région MENA se trouvait déjà à un carrefour géopolitique avant la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Depuis l'ère Obama il était question d'un retrait des États-Unis de la région. Les antécédents des États-Unis, qu'il s'agisse de l'échec grandiloquent de la démocratisation ou de la construction nationale en Irak et en Afghanistan, à l'aliénation prolongée de l'Arabie saoudite, autrefois premier allié des pays Arabes, et les efforts acharnés pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, donnent à réfléchir, c'est le moins que l'on puisse dire. D'autres ont joyeusement pris le relais là où l'Amérique s'est arrêtée.

Entre-temps, l'intervention brutale de la Russie en Syrie en 2015 a donné à la puissance mondiale une emprise militaire directe à grande échelle au Moyen-Orient. De plus la Chine a très récemment orchestré le premier rapprochement dans la région sous l'égide de Pékin, entre d'anciens rivaux jurés : l'Iran et l'Arabie saoudite. Avec près de 50 % de ses importations de pétrole et de gaz provenant du Golfe, la Chine est le partenaire commercial le plus important des pays de la région MENA après l'Union européenne (UE). Bien que l'UE soit la puissance mondiale géographiquement la plus proche de la région, elle a été réduite au rôle de spectateur infortuné et marginalisée dans la plupart des conflits. Une position regrettable, car c'est la région la plus touchée par les crises de la région, notamment en ce qui concerne les migrations et les déplacements forcés.

L'intérêt et l'engagement des puissances mondiales dans la région ne signifient pas que les États régionaux ont été réduits à de simples pions sur le grand échiquier géopolitique mondial. Bien au contraire, et la guerre entre la Russie et l'Ukraine l'a prouvé jusqu'à présent. La plupart des États de la région MENA, si ce n'est tous, naviguent habilement - ou impitoyablement, selon les différents points de vue - dans les eaux de ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle réalité multipolaire.

Les alliés les plus proches de l'Occident se distinguent par leur refus de s'aligner sur la Russie ou l'Ukraine. Si nombre d'entre eux désapprouvent la violation éhontée des conventions internationales par la Russie, ils n'en rejettent pas moins l'idée de sanctions à l'encontre de Moscou, préférant garder une entente, avec parfois même une certaine cordialité.

Dans ce contexte, le Projet Régional Paix et Sécurité de la Fondation Friedrich-Ebert a commissionné une enquête

couvrant douze pays de la région[1] afin de connaître l'opinion de la population sur le sujet pour : **1.** Comprendre **les perceptions de la population sur la guerre** Russo-Ukrainienne **2.** Identifier **l'impact** de la guerre Russo-Ukrainienne **sur la région MENA 3.** Comprendre **les opinions des populations sur l'implication de la Russie et des États-Unis** dans les affaires de la région MENA et **4.** Comprendre **la perception qu'ont les gens de la répartition du pouvoir mondial.**

L'enquête visait à déterminer si les positions des gouvernements des régions en matière de politique étrangère se reflétaient sur les attitudes de leurs populations. De même, cette enquête a cherché à examiner si l'écart entre les réponses des gouvernements occidentaux et des gouvernements de la région MENA à la guerre était reflété dans les perceptions de la population. La population de la région MENA voit-elle la guerre russo-ukrainienne différemment ? Et si oui, pourquoi ?

EN BREF

Les principaux résultats de l'enquête, analysés dans **les 7 chapitres suivants,** montrent que les personnes interrogées dans la région MENA :

1. Considèrent la **Russie comme le principal instigateur** de la guerre russo-ukrainienne, mais **les États-Unis comme principal bénéficiaire** de cette guerre, tout en considérant que **leur pays est resté neutre**

2. Rejettent **l'utilisation de sanctions économiques,** y compris contre la Russie

3. **Constatent les effets négatifs** de la guerre à la fois pour leur pays et dans leur vie quotidienne

4. Ont tendance à **soutenir le retrait de l'armée américaine de la région MENA,**

5. Mais sont **sceptiques à l'égard d'une plus grande implication de l'UE** dans la région

6. Considèrent la guerre entre la Russie et l'Ukraine **au travers du cadre d'une lutte de pouvoir géopolitique plus large entre la Russie et l'Occident,** et pour la majeure partie ne savent pas vraiment quels pays de la région MENA bénéficient le plus de ce conflit.

7. Sont très **sceptiques à l'égard de l'implication de la Russie et des États-Unis** dans la région, ont tendance à préférer l'absence d'une ou plusieurs superpuissances, et restent **prudemment optimiste vis à vis de la sécurité et d'une paix** dans la région MENA dans l'avenir.

Une analyse des résultats pays par pays montre un continuum des perceptions dans les pays de la région MENA, nous permettant de parler d'une opinion publique de la région MENA, avec des tendances générales s'étendant à toute une série de pays. Les exceptions notables sont les **répondants d'Israël et d'Iran, qui ont montrés des opinions divergentes par rapport au reste de la région sur une série de questions.** Israël souvent avec une majorité claire, l'Iran une majorité plurielle.

Il est intéressant de noter que les personnes interrogées dans les deux pays étaient plus proches de ce que l'on pourrait percevoir comme une image occidentale par défaut : plus alignés avec l'Ukraine, plus sceptiques à l'égard de la Russie, plus positifs à l'égard États-Unis. En Israël, cela correspond à la position pro-occidentale du gouvernement israélien (mais pas avec sa position spécifique à l'égard de la guerre en cours, Israël se montrant beaucoup

[1] L'enquête a été menée dans les pays suivants : Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Tunisie et Turquie.

plus souple à l'égard de Moscou que les États-Unis ou l'UE). En ce qui concerne l'Iran, la position des répondants à l'enquête diffère considérablement du point de vue du gouvernement iranien, qui apporte un soutien politique et militaire à la Russie. L'alignement Iran-Israël sur de nombreuses questions (mais pas toutes) est remarquable étant donné que les gouvernements des deux pays sont aux antipodes des luttes géopolitiques en cours dans la région.

En résumé, la tendance générale dans les douze pays étudiés est celle d'un **alignement entre les populations et les gouvernements.** L'ambitieux exercice d'équilibre politique auquel se livrent la plupart des pays, refusant de prendre clairement parti ou de déployer des sanctions, est généralement une bonne réestimation de ce que les échantillons de leurs populations ont déclaré dans cette enquête.

D'un point de vue occidental, cela peut être remarquable car la nature autoritaire de la plupart de ces gouvernements les rend plus détachés de la pression populaire. Néanmoins, même dans les démocraties, la politique étrangère en tant que domaine politique est souvent protégée contre les préférences populaires, les gouvernements démocratiques passant souvent outre l'opinion publique s'ils le jugent nécessaire.

Il est difficile de dire si la corrélation entre le gouvernement et la position publique que l'on observe ici est un lien de cause à effet. On peut cependant affirmer que dans la plupart des pays étudiés, la position du gouvernement sur la guerre en cours n'est pas un point de discorde majeur pour l'opinion publique, que la population soit autorisée ou non à s'exprimer librement.

Les résultats de l'enquête indiquent généralement **l'aliénation des États-Unis en tant que principale puissance géopolitique extérieure dans la région.** Le retrait de l'armée américaine semblait bien accueilli par la plupart des populations (les résultats suggèrent bien plus que par les positions officielles du gouvernement), et les personnes interrogées estimaient que c'est Washington qui bénéficie le plus de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Le ressentiment à l'égard des États-Unis n'a pas été compensé par une attitude plus accueillante à l'égard de la **Russie.** En raison de son engagement en Ukraine et dans la région, Moscou **suscitait autant si ce n'est que plus de méfiance.** Les deux premières puissances nucléaires du monde souffrent donc d'une réputation endommagée dans la région.

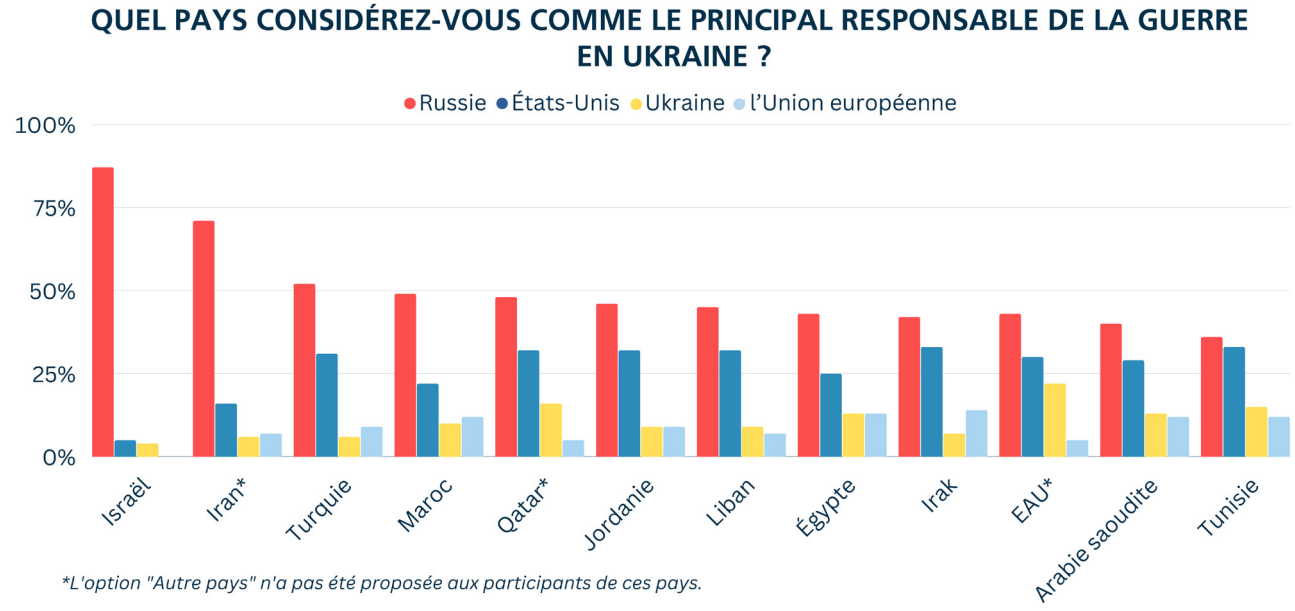
Si les gouvernements de la région MENA adoptaient **un nouvel ordre mondial multipolaire,** cela serait généralement bien accueilli par leurs populations, suggère l'enquête. Les personnes interrogées voulaient le retrait des États-Unis, rejetaient l'engagement de l'UE, et étaient équitablement partagés entre l'idée d'avoir un monde sans superpuissances et au contraire, un monde avec beaucoup de superpuissances. Ils ont rejeté la vision d'un monde unipolaire avec une grande détermination. Les attitudes à l'égard de la Chine n'ont pas été demandées, l'enquête ayant eu lieu avant le dernier accord avec Pékin.

Bien qu'il y ait de nombreux conflits dans la région, la majorité des personnes interrogées étaient toujours optimistes quant à l'amélioration de la sécurité et la vision d'une paix au cours des cinq prochaines années. Cela peut refléter une détente générale sensible dans la région, observée au cours des trois dernières années avec le récent accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite négocié par Pékin, exemple de résultat tangible qui se ressent à travers l'opinion publique. Les exceptions notables sont, une fois de plus, les répondants iraniens et israéliens qui étaient moins optimistes quant aux améliorations à moyen terme de la paix et de la sécurité.

I. LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN: LA RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE

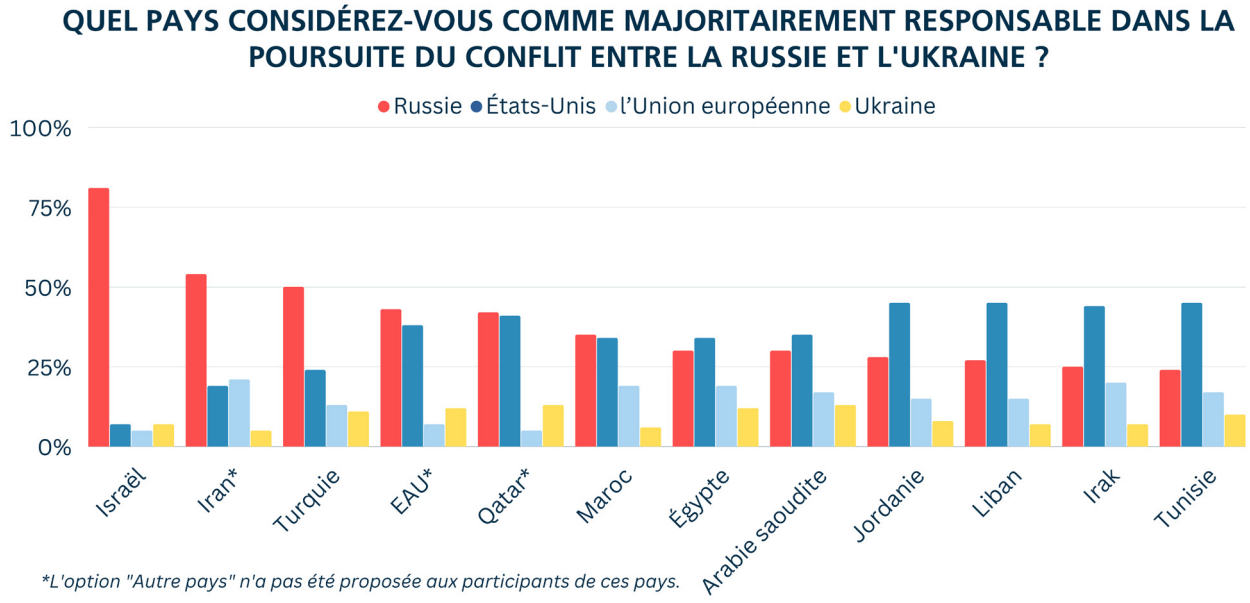
À la question de savoir qui considèrent-ils comme le principal responsable de la guerre en Ukraine, la majorité ou une faible majorité des personnes interrogées dans la plupart des pays sondés ont répondu la Russie. Les États-Unis arrivaient en deuxième position dans certains pays, dont l'Irak, l'Arabie saoudite et la Tunisie. Dans presque

tous les pays, à l'exception d'Israël et de l'Iran, au moins 20 % des personnes interrogées ont estimé que les États-Unis étaient les principaux responsables de la guerre en Ukraine.



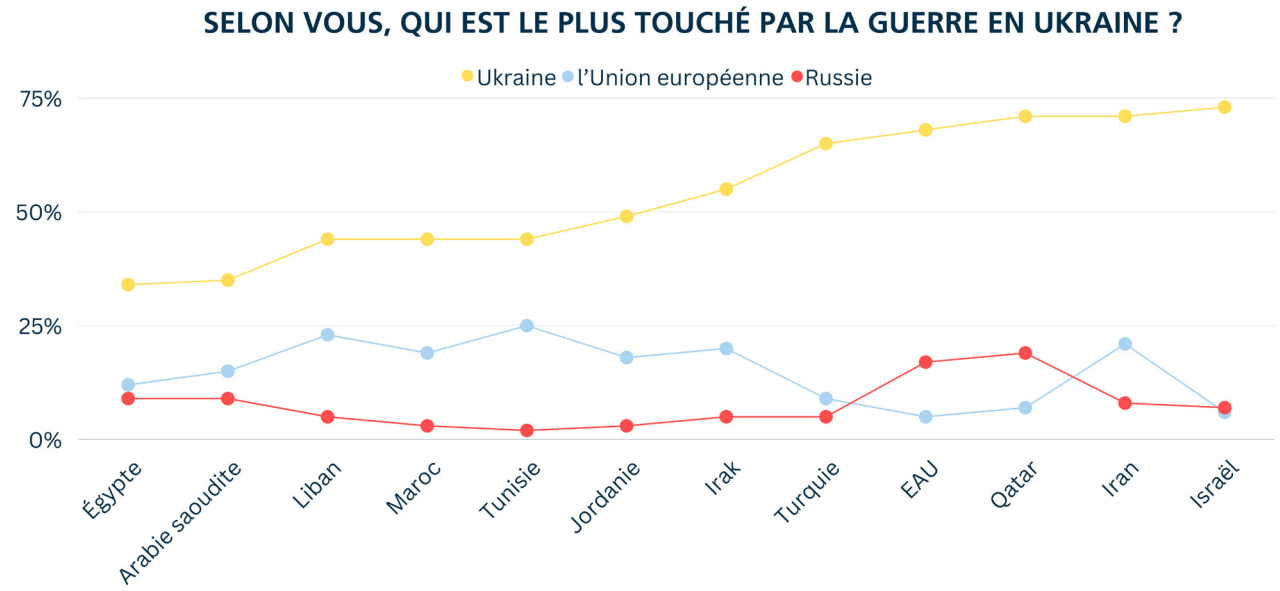
En Israël, près de 90 % des personnes interrogées, et en Iran sept personnes interrogées sur dix, considéraient que la Russie est principalement responsable de la guerre, malgré le soutien militaire important de l'Iran à la Russie[2] et la lenteur du gouvernement israélien à exprimer son soutien à l'Ukraine[3].

Fait remarquable, la majorité des personnes interrogées (et avec une marge significative dans les trois quarts des pays) tenait les pays autres que la Russie responsables de la poursuite de la guerre. La majorité substantielle de personnes interrogées dans deux tiers des pays ont désigné les États-Unis comme responsables de la poursuite de la guerre. Une fois de plus, les répondants israéliens et iraniens s'opposaient à cette tendance, rejoints cette fois par les répondants de la Turquie, pays membre de l'OTAN (aucun des pays membres n'est arabes), qui s'inscrivent en faux contre cette tendance. La réponse des personnes interrogées Marocaines était presque à égalité entre la Russie et les États-Unis.

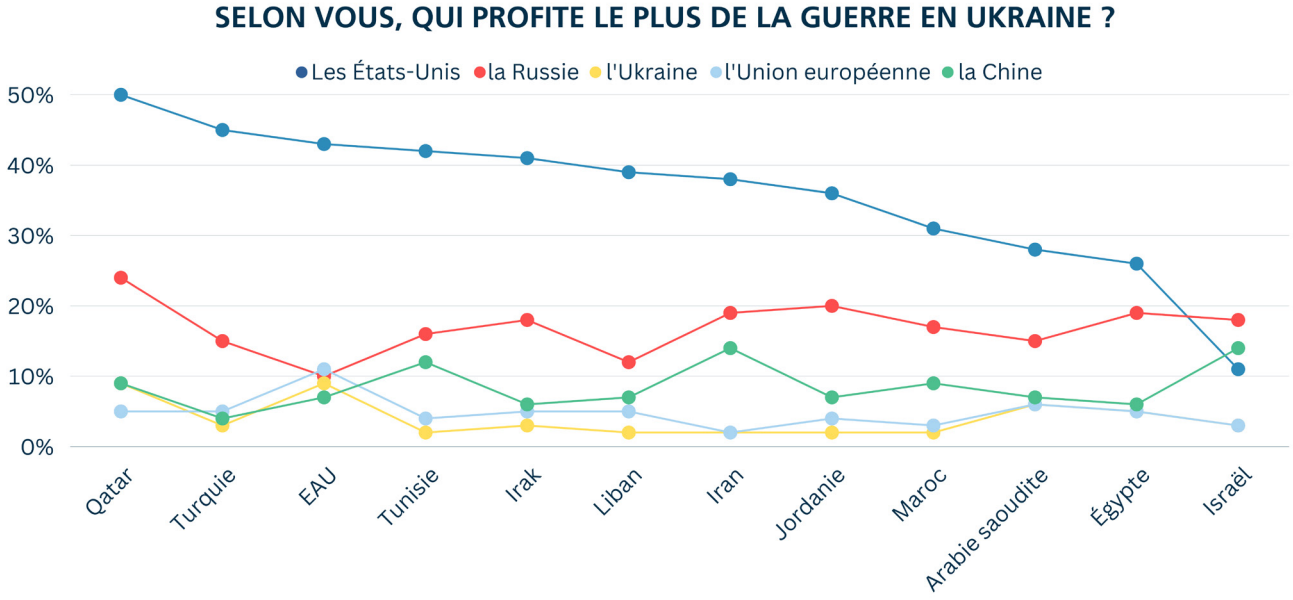


La responsabilité de la guerre entre la Russie et l'Ukraine a donc été perçue comme partagée **entre la Russie, considéré principalement comme l'agresseur et les États-Unis, jugés responsables de la poursuite du conflit,** bien qu'ils ne fassent pas activement parti du conflit.

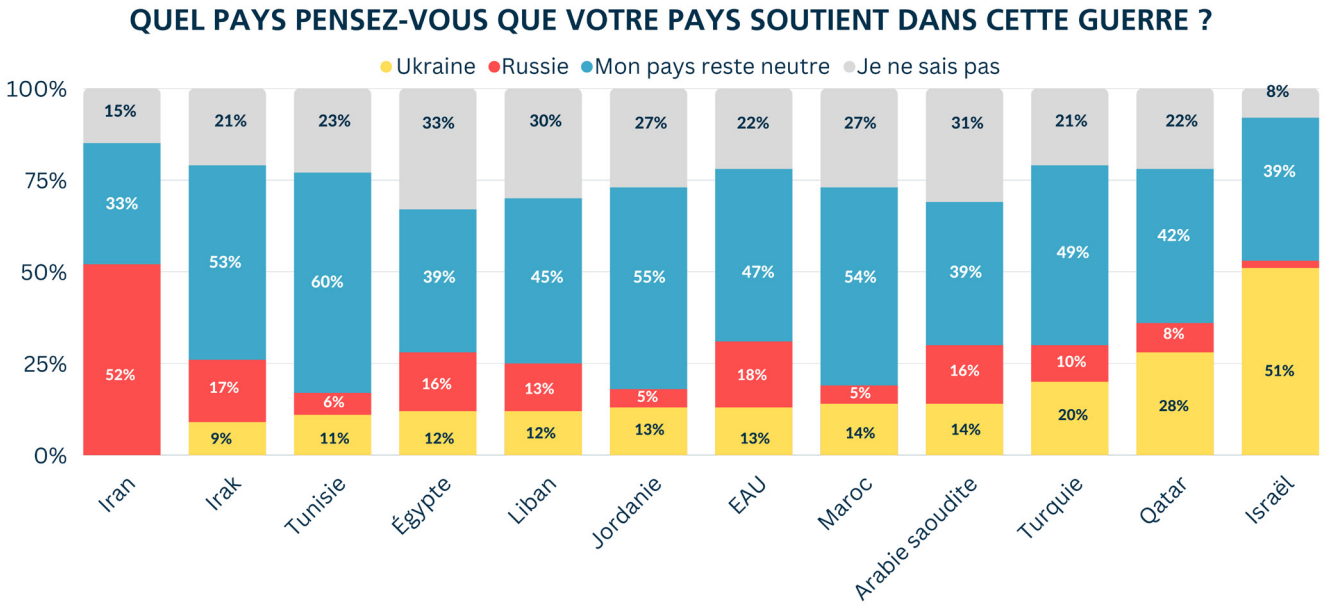
Une grande pluralité des personnes interrogées dans les pays étudiés considère que **l'Ukraine est le pays qui a le plus souffert de la guerre** (34 % en Égypte, jusqu'à 73 % en Israël), suivie de loin par l'UE (2 % en Égypte, jusqu'à 25 % en Tunisie).



Ces résultats vont de pair avec la perception qu'ont les sondés de ceux **qui bénéficient le plus de la guerre.** Une grande majorité des personnes interrogées dans la **région considéraient les États-Unis comme le principal bénéficiaire** de cette guerre, à l'exception notable des personnes interrogées en Israël, qui ne savaient pas (42 %) ou nommaient la Russie (18 %). Il convient de noter que dans la plupart des pays de l'enquête, plus de personnes ne savaient pas qui profite de la guerre (4 %-42 %) que de personnes pensaient que la Russie en profitait le plus (10 %-24 %).



Outre l'incertitude généralisée quant aux bénéficiaires de la guerre, **une grande pluralité des personnes interrogées a déclaré que leur pays d'origine était neutre.** Les exceptions sont l'Iran, où les répondants ont indiqué que leur pays soutenait la Russie (52 %), et Israël, où malgré la retenue du gouvernement israélien en matière de politique étrangère mentionnée plus haut – 51 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles pensaient que leur pays soutenait l'Ukraine dans la guerre.

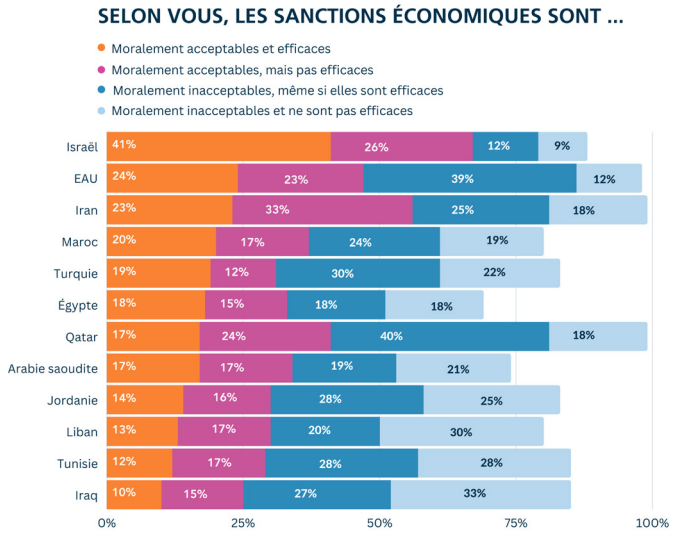


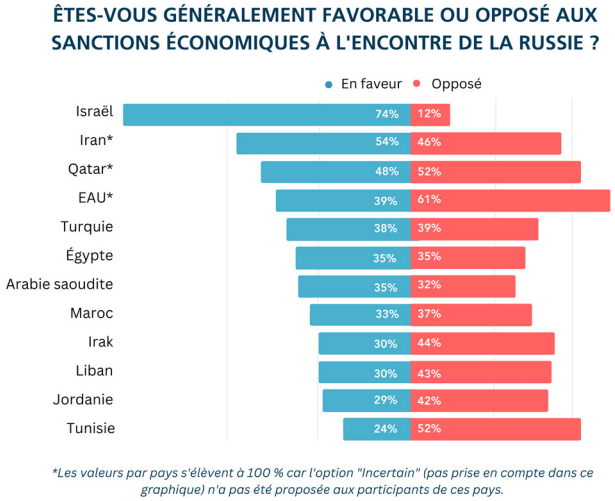
D'une manière générale, la mention prédominante de la neutralité par les répondants montre que le positionnement de la plupart des gouvernement régionaux ayant refusé de prendre clairement parti dans ce conflit est bien ancré dans l'opinion publique. La perception des répondants quant à la responsabilité de la poursuite de la guerre et à ceux qui en bénéficient le plus, indiquent un fort ressentiment envers les États-Unis. Ces résultats diffèrent certainement de l'image que les États-Unis donnent d'eux-mêmes, mais aussi de l'opinion publique européenne qui estime que sans le puissant soutien des États-Unis et le fort engagement pro-européen de l'administration Biden, l'Ukraine aurait été perdue[4].

II. LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES

De nombreuses personnes interrogées dans la région ont généralement rejeté l'idée de sanctions économiques, les jugeant moralement inacceptables, à l'exception d'Israël et de l'Iran (67 % et 56 % ont respectivement répondu « moralement acceptables », qu'ils considèrent les sanctions économiques comme efficaces ou non). Le rejet des sanctions, sous quelque forme que ce soit, était particulièrement élevé parmi les personnes interrogées en Tunisie (56 %) et en Irak (60 %).

Israël est le seul pays interrogé où une majorité de répondants (74 %) soutenait les sanctions économiques contre la Russie. Les personnes interrogées en Iran, en Turquie, en Arabie saoudite, en Égypte et au Maroc étaient divisées, tandis que les personnes interrogées dans les six autres pays interrogés se sont prononcées contre les sanctions économiques.





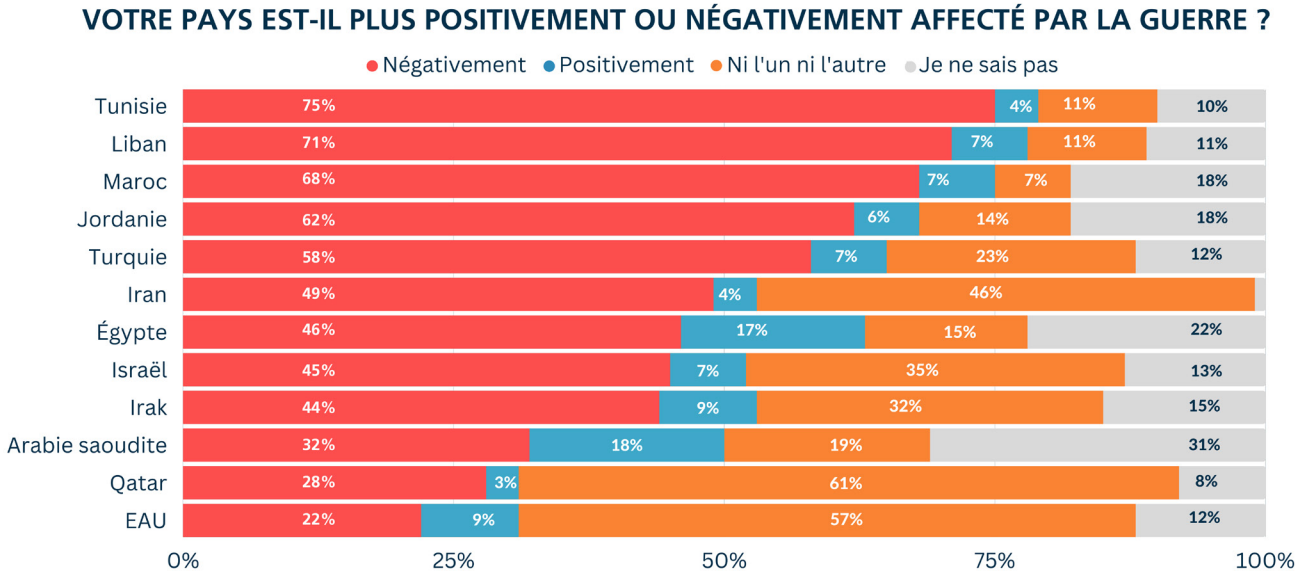
**Les valeurs par pays s'élèvent à 100 % car l'option "Incertain" (pas prise en compte dans ce graphique) n'a pas été proposée aux participants de ces pays.*

L'attitude d'aversion aux sanctions peut provenir du fait que ces populations se sont souvent trouvées dans le passé les récipients de ces sanctions, les sanctions étant devenues, au cours des dernières décennies, l'un des outils de la politique étrangère. Si les sanctions économiques, du moins en théorie, visent souvent les personnes au pouvoir politique, en réalité, ce sont les populations du Moyen-Orient qui finissent souvent par subir des dommages collatéraux.

Il est toutefois surprenant de constater que les attitudes étaient beaucoup moins hostiles aux sanctions dans le pays le plus sanctionné de la région, l'Iran (troisième pays le plus favorable aux sanctions, après Israël et le Qatar, même si une majorité de personnes y sont opposées). Ce qui peut indiquer la capacité du public à faire la différence entre la raison d'être de cet instrument et les effets qu'il produit.

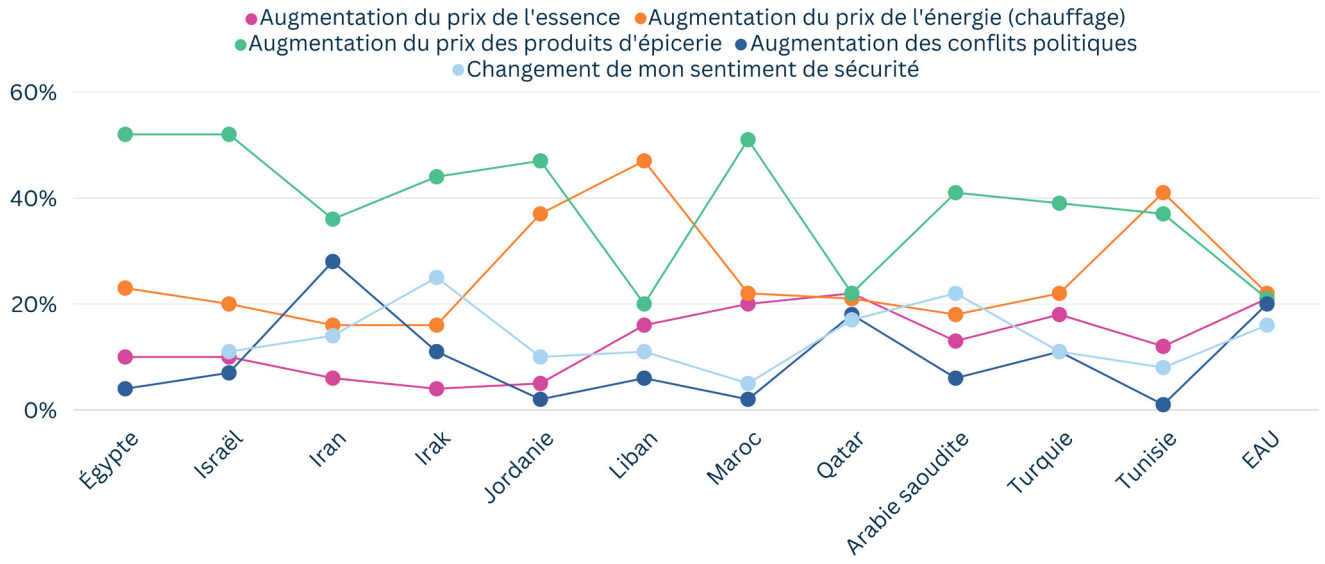
III. LES EFFETS DE LA GUERRE

Les personnes interrogées dans de nombreuses parties de la région MENA ont **perçu leur pays comme étant négativement affecté par la guerre et ont déclaré qu'ils se sentaient également affectés dans leur vie personnelle.** Seules les personnes interrogées dans deux pays du Golfe ont estimé que leur état d'origine n'était ni positivement ni négativement affecté : les Émirats arabes unis (EAU) à 57 % et le Qatar à 61 %. Les répondants israéliens et irakiens étaient indécis quant à savoir s'ils ressentaient dans leur vie personnelle les effets de la guerre (46 % contre 44 % en Israël, 41 % contre 40 % en Irak).



Les expériences personnelles des effets de la guerre sur la vie quotidienne comprenaient le plus souvent l'augmentation des prix des produits d'épicerie dans sept pays. Cependant, les personnes interrogées en Tunisie, au Liban et, fait intéressant, aux Émirats arabes unis et au Qatar, ont cité la hausse des prix de l'énergie (53 % en Tunisie, 63 % au Liban, 43 % aux EAU et 44 % au Qatar).

QUELS SONT LES EFFETS DE LA GUERRE RESSENTIS DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE VOTRE PAYS?



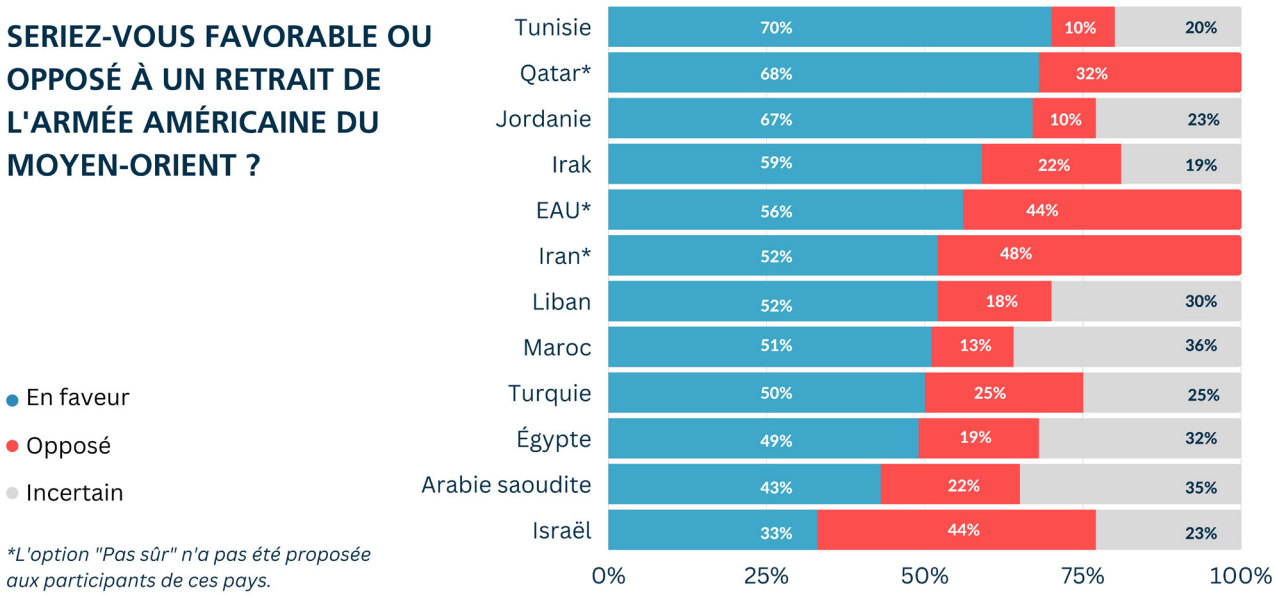
La principale préoccupation exprimée à propos de la guerre Russo-Ukrainie était l'augmentation du coût de la vie, le plus souvent mentionnée par les répondants de Tunisie (36 %), Maroc (32 %) et de Jordanie (31 %). **Les personnes innocentes tuées et blessées en Ukraine** constituaient la deuxième réponse la plus fréquente, le plus souvent citée par les répondants en Israël (31 %), en Irak (25 %) et en Turquie (24 %). Les inquiétudes concernant **la menace de l'utilisation d'armes nucléaires** étaient également répandues parmi de nombreux répondants de la région.

De nombreuses personnes interrogées pensaient que leur richesse personnelle était affectée par la position de leur pays sur la guerre. Les exceptions sont le Liban et la Jordanie, où les répondent étaient plutôt indécis, et l'Irak, où 37 % des personnes interrogées considéraient que la position de leur pays n'a pas beaucoup d'impact sur l'économie du pays.

IV. POINTS DE VUE SUR LE (DÉS)ENGAGEMENT DES ÉTATS-UNIS DANS LA RÉGION

La méfiance à l'égard des États-Unis, mise en évidence par les réponses à l'enquête concernant la guerre entre la Russie et l'Ukraine, s'est reflétée également dans les opinions régionales concernant le retrait des États-Unis. **Une grande majorité des personnes interrogées ont déclaré qu'elles soutiendraient un retrait militaire américain de la région MENA,** beaucoup indiquant qu'ils pensaient que cela améliorerait les relations intrarégionales et rendrait la région plus sûre.

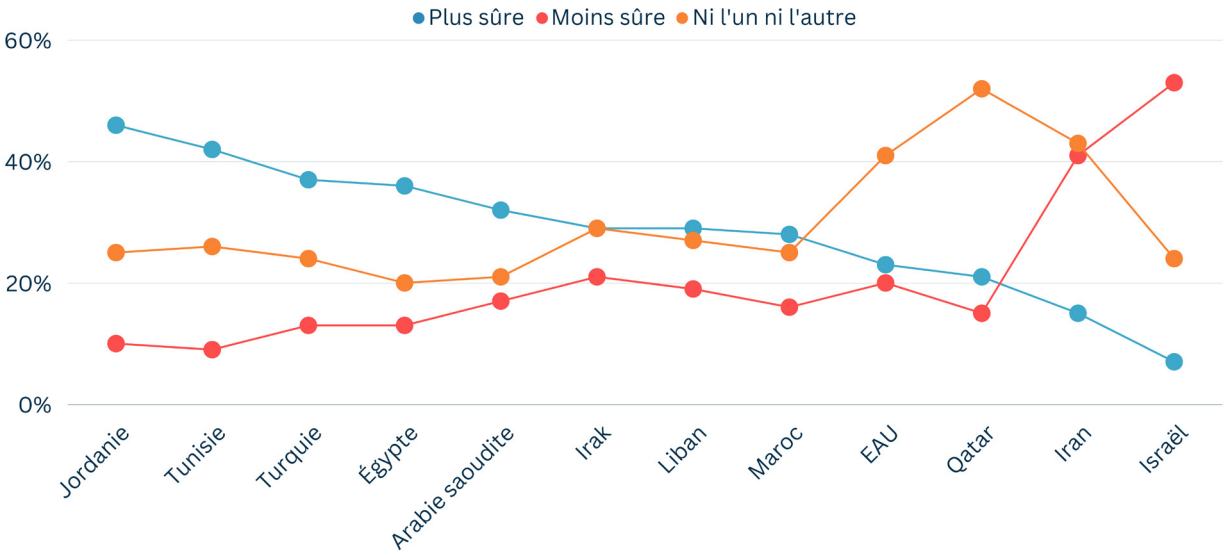
SERIEZ-VOUS FAVORABLE OU OPPOSÉ À UN RETRAIT DE L'ARMÉE AMÉRICAINE DU MOYEN-ORIENT ?



**L'option "Pas sûr" n'a pas été proposée aux participants de ces pays.*

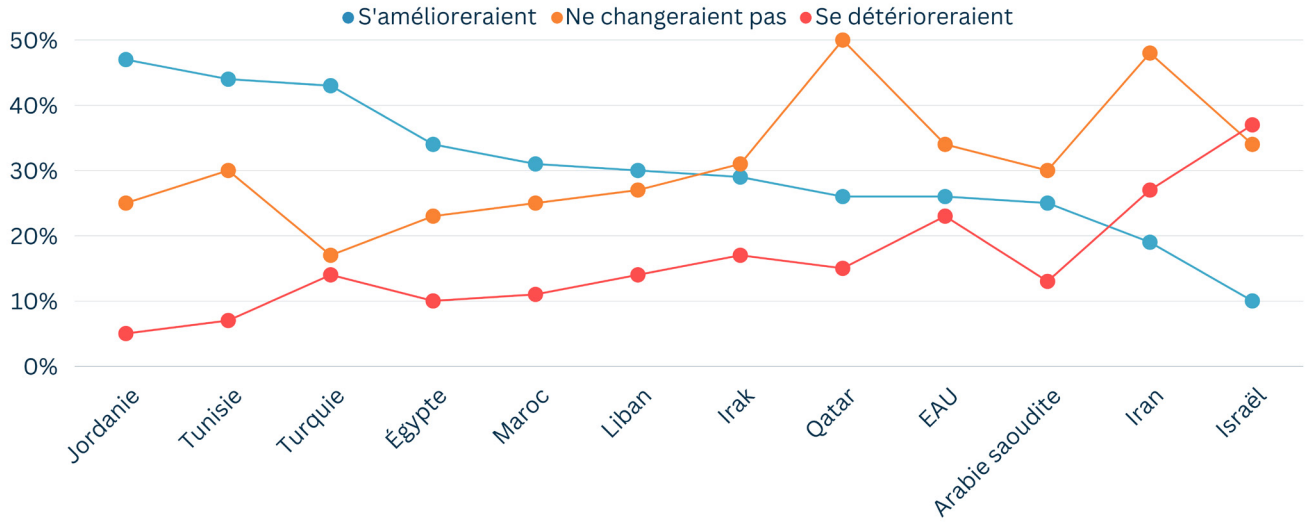
Les exceptions notables sont les répondants israéliens et iraniens, dont les attitudes étaient plus favorables envers les États-Unis. L'Iran se distingue à cet égard, avec une pluralité de répondants (41 %) estimant qu'un retrait américain rendrait la région moins sûre, ce qui contraste fortement avec l'objectif déclaré par le gouvernement de Téhéran à l'égard de son principal antagoniste.

LE RETRAIT DE L'ARMÉE AMÉRICAINE RENDRAIT-IL LA RÉGION PLUS OU MOINS SÛRE ?



La Turquie, seul pays de l'OTAN dans la région, présente un intérêt particulier. La moitié des personnes interrogées en Turquie était très favorables à l'idée d'un retrait américain et 37 % étaient optimistes quant au fait que cela rendrait la région plus sûre. Une pluralité de personnes interrogées en Turquie affirmait que les relations entre les acteurs régionaux s'amélioreraient à la suite d'un retrait des États-Unis (43 %). Une image similaire, bien que moins prononcée, prévalait en Arabie saoudite et en Égypte.

APRÈS LE RETRAIT DE L'ARMÉE AMÉRICAINE DU MOYEN-ORIENT, LES RELATIONS ENTRE LES PAYS DE LA RÉGION...

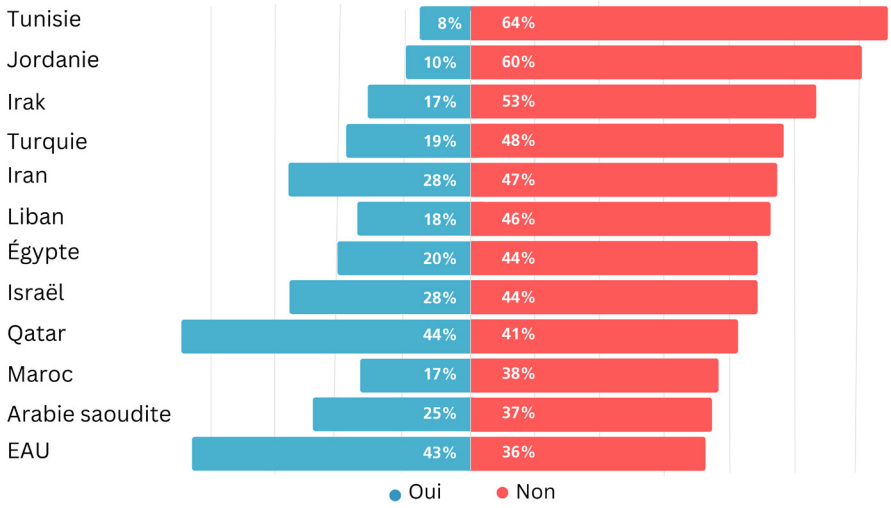


Les résultats de l'enquête indiquent que la réputation des États-Unis est peut-être en train de se dégrader, non seulement dans la région en général, mais aussi parmi les populations de certains de ses plus grands alliés (Turquie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Égypte). Selon l'enquête, c'est en Israël et en Iran que le soutien aux États-Unis reste le plus fort. En Israël, cela reflète la forte alliance entre les deux pays. En Iran cependant cela va à l'encontre de 44 années d'antagonisme extrême entre les gouvernements américain et iranien.

V. LE SCEPTICISME À L'ÉGARD D'UN ENGAGEMENT PLUS IMPORTANT DE L'UE DANS LA RÉGION

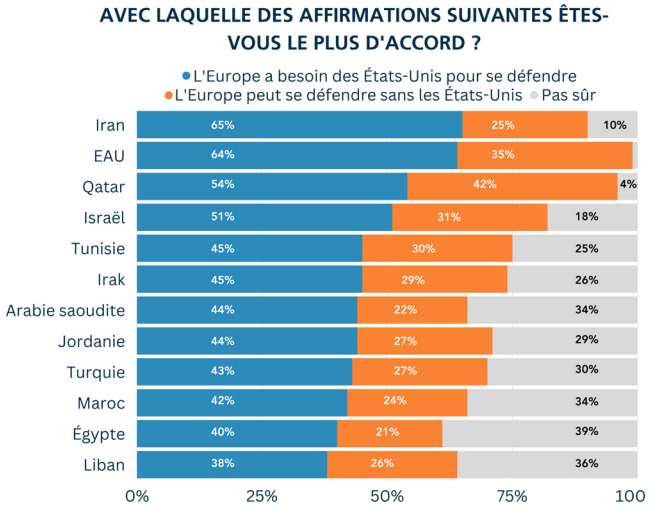
Les personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'étaient pas favorables à un changement d'hégémonie des États-Unis à l'UE dans la région MENA. Au contraire, de nombreuses personnes interrogées ont critiqué l'idée d'une interférence de superpuissances extérieures.

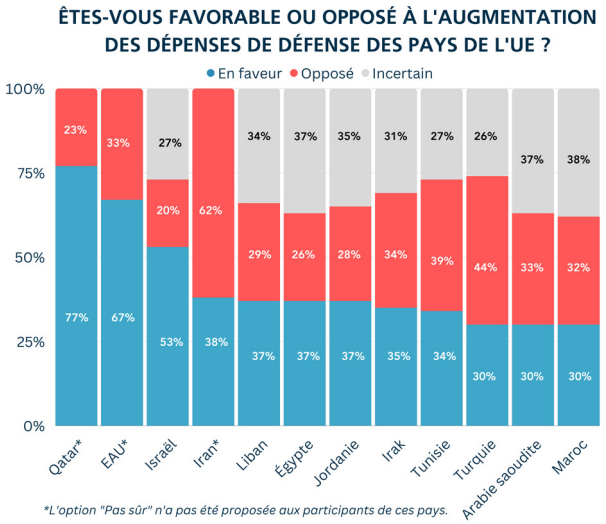
APRÈS UN RETRAIT DE L'ARMÉE AMÉRICAINE, SERIEZ-VOUS FAVORABLE À UNE PLUS GRANDE PRÉSENCE MILITAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE (UE) DANS LA RÉGION?*



**Les réponses "Je ne sais pas" n'ont pas été prises en compte dans cette visualisation.*

La plupart des personnes interrogées, en particulier en Irak (53 %), en Jordanie (60 %) et en Tunisie (64 %), s**e sont opposées à l'idée d'une présence militaire accrue de l'UE** dans l'éventualité d'un retrait des États-Unis de la région. **De nombreux répondants considéraient que l'UE n'est pas capable d'assurer sa propre sécurité** et qu'elle est largement dépendante du soutien des États-Unis pour se défendre.

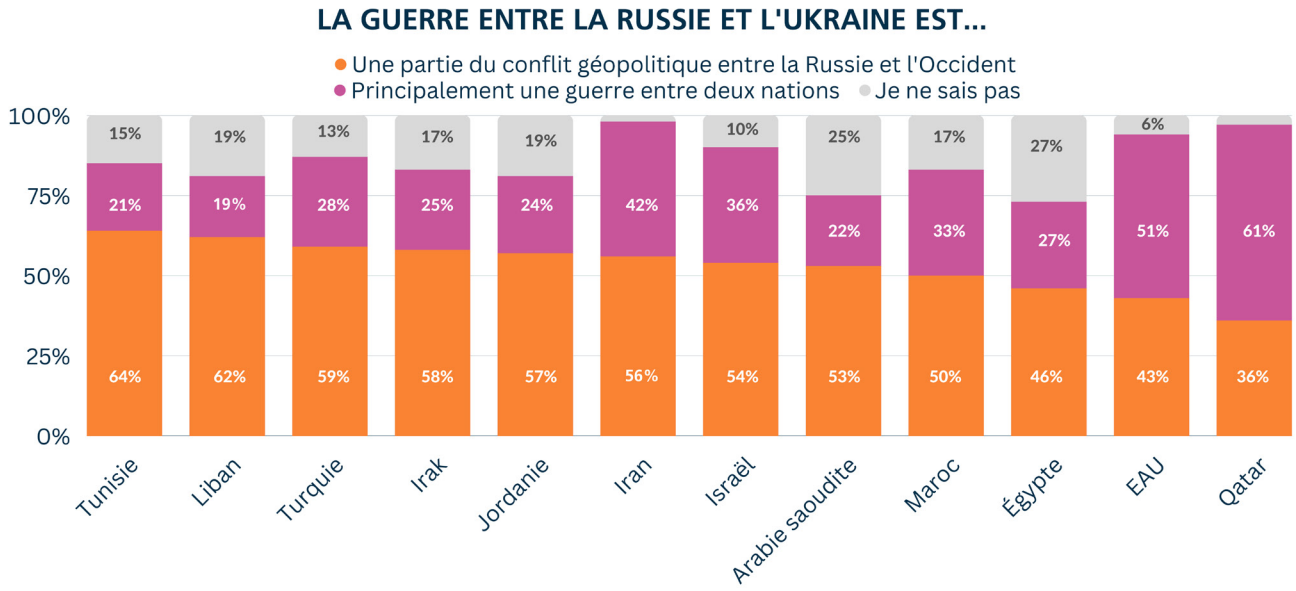




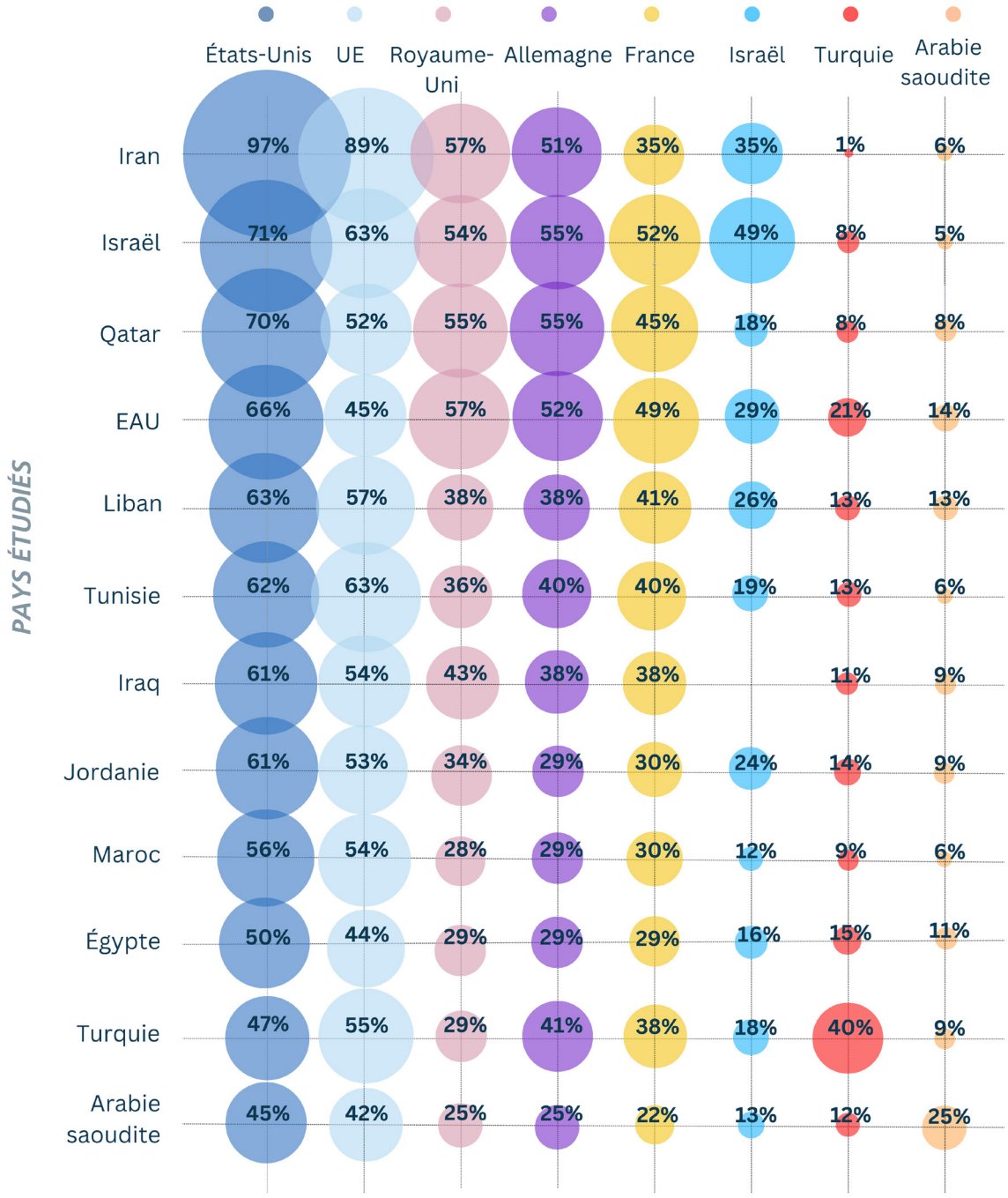
L'augmentation des budgets de défense européens était soutenue par la plupart des personnes interrogées au Qatar (77 %), aux Émirats arabes unis (67 %) et en Israël (53 %). D'autres s'y opposaient, notamment la Turquie (44 %), la Tunisie (39 %) et surtout l'Iran (62 %). Les pays **en faveur d'un rôle militaire plus important de l'UE dans la région se limitaient aux répondants des pays du Golfe.**

VI. LA NATURE GÉOPOLITIQUE DE LA GUERRE, LE SOUTIEN RÉGIONAL À LA RUSSIE ET À L'UKRAINE

Dans l'ensemble, **la guerre entre la Russie et l'Ukraine a été considérée par les répondants à l'enquête comme l'un des nombreux champs de bataille d'un conflit plus large entre la Russie et l'Occident.** Seuls les répondants du Qatar et des Émirats arabes unis ont estimé qu'il s'agissait d'un conflit opposant principalement deux nations luttant pour un territoire et le pouvoir.



LEQUEL DE CES PAYS SOUTIENT GÉNÉRALEMENT L'UKRAINE ?



**Les personnes interrogées pouvaient donner plusieurs réponses à cette question.*

La plupart des personnes interrogées ont cité les États-Unis et l'UE, l'Allemagne et la France, comme étant les pays ou régions les plus favorables à l'Ukraine, suivis par le Royaume-Uni. **Certains pays de la région MENA ont également souvent été cités comme soutenant l'Ukraine,** souvent par leur propre échantillon d'enquête, et parfois en contraste avec les politiques officielles de leur gouvernement.

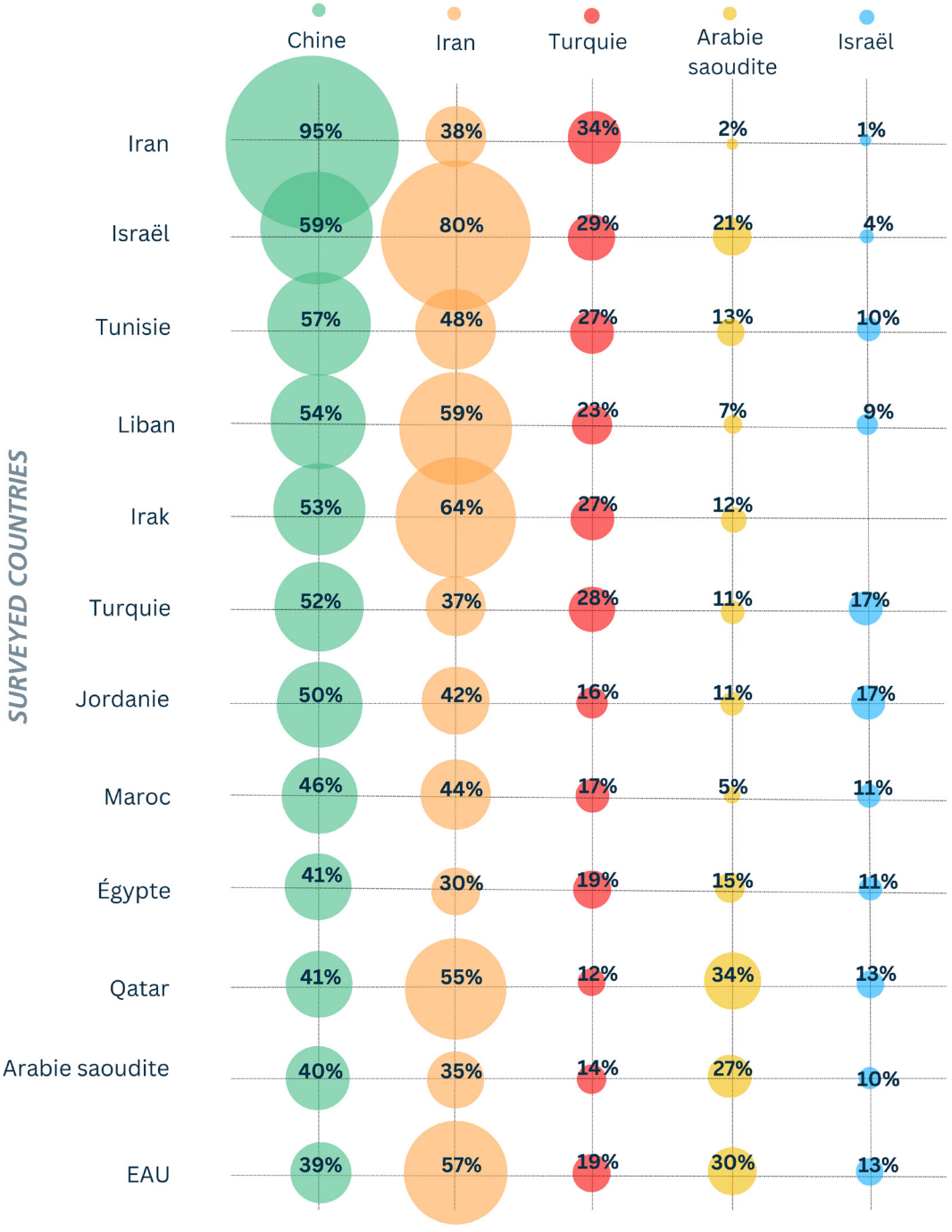
Interrogés sur les pays qui soutiendraient généralement l'Ukraine[5], 49 % des réponses en Israël et 40 % des réponses en Turquie ont mentionné par exemple que leur pays soutenait l'Ukraine, alors que la position officielle

[5] Plusieurs réponses étaient possibles pour cette question (choix multiple), c'est pour cela que les pourcentages globaux obtenus peuvent excéder 100 %.

des deux gouvernements est sur la corde raide entre le maintien de relations cordiales avec l'Ukraine et la Russie. Les répondants saoudiens, après avoir désigné les États-Unis et l'UE comme principaux soutiens de l'Ukraine, étaient partagés équitablement entre leur propre pays, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni comme autre soutiens à l'Ukraine à hauteur de 25 %.

38 % des réponses en Iran et 28 % de toutes les réponses en Turquie ont cité leur propre pays lorsqu'on leur a demandé quels étaient les pays qui soutenaient généralement la Russie[6]. Ces chiffres sont en corrélation avec la majorité des répondants de la région qui considéraient que les **principaux soutiens de la Russie sont l'Iran, la Turquie et la Chine.**

LEQUEL DE CES PAYS SOUTIENT GÉNÉRALEMENT LA RUSSIE ?



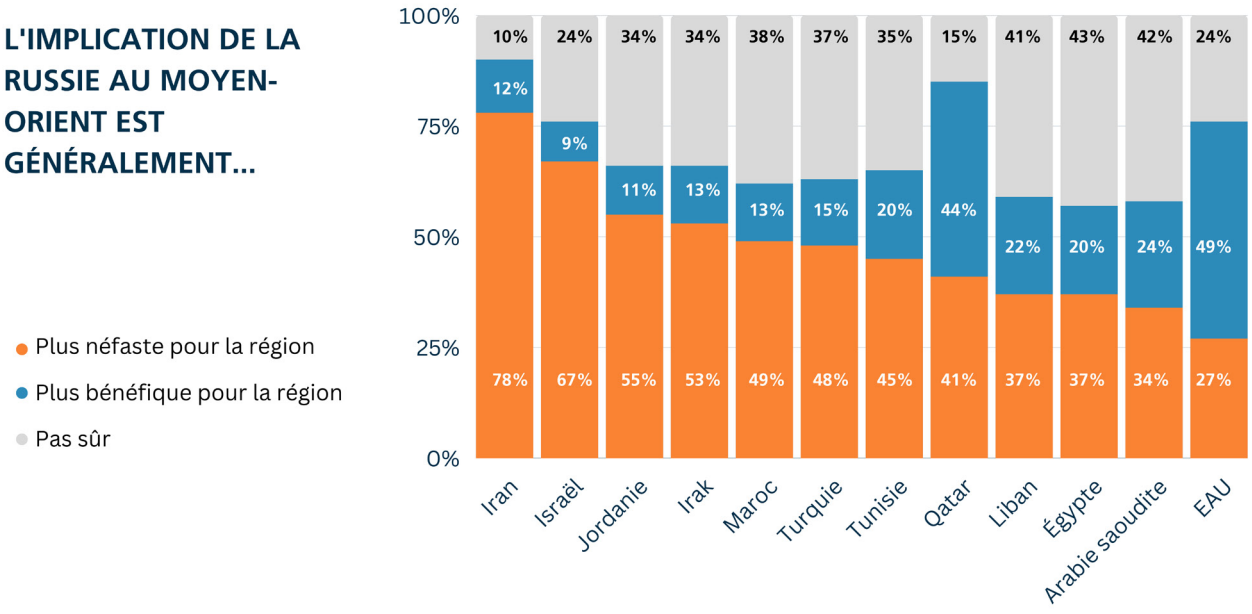
**Les personnes interrogées pouvaient donner plusieurs réponses à cette question.*

[6] Ibid.

À la question de savoir **quel pays de la région profite du conflit,** des pluralités allant de 24 % à 56 % dans l'ensemble des pays de l'enquête ont répondus qu'ils n'étaient pas sûrs. Parmi les pays cités, **la Turquie, Israël** et - cités par 33 % des répondants israéliens - **l'Iran,** figure de manière proéminente. Les personnes interrogées dans la région semblaient bien conscientes de l'ambiguïté de la position d'équilibre que la Turquie, seul pays de l'OTAN dans la région, a adoptée face à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, essayant de maintenir des liens avec les deux parties du conflit et en même temps capitalisant sur sa position de pivot[7].

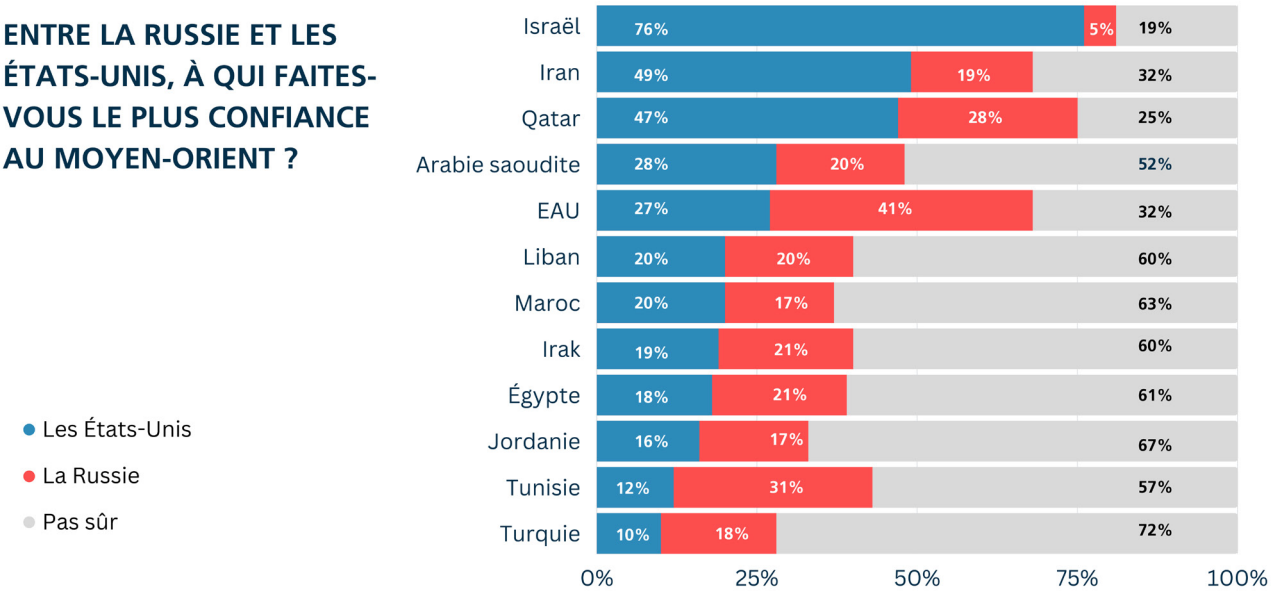
VII. LA GÉOPOLITIQUE ET L'AVENIR DANS LA RÉGION

L'idée d'un retrait des États-Unis a reçu une large approbation de la part des personnes interrogées, ce qui n'a pas été contrebalancée par un soutien en faveur d'une implication plus forte de l'UE dans la région. La perception régionale de la Russie n'était guère meilleure.



L'implication de la Russie dans la région du Moyen-Orient était généralement considérée comme plus néfaste que bénéfique, en particulier par les répondants iraniens (79 %) et les Israéliens (67 %). Une pluralité de répondants des EAU et du Qatar ont vu plus d'avantages à l'implication de la Russie dans la région que les personnes interrogées dans d'autres pays. Un nombre substantiel de personnes interrogées dans la région ne savaient pas si l'implication régionale de la Russie était négative ou positive. En Arabie saoudite et au Liban, 41 % des répondants n'étaient pas sûrs de leur réponse, contre 43 % en Égypte.

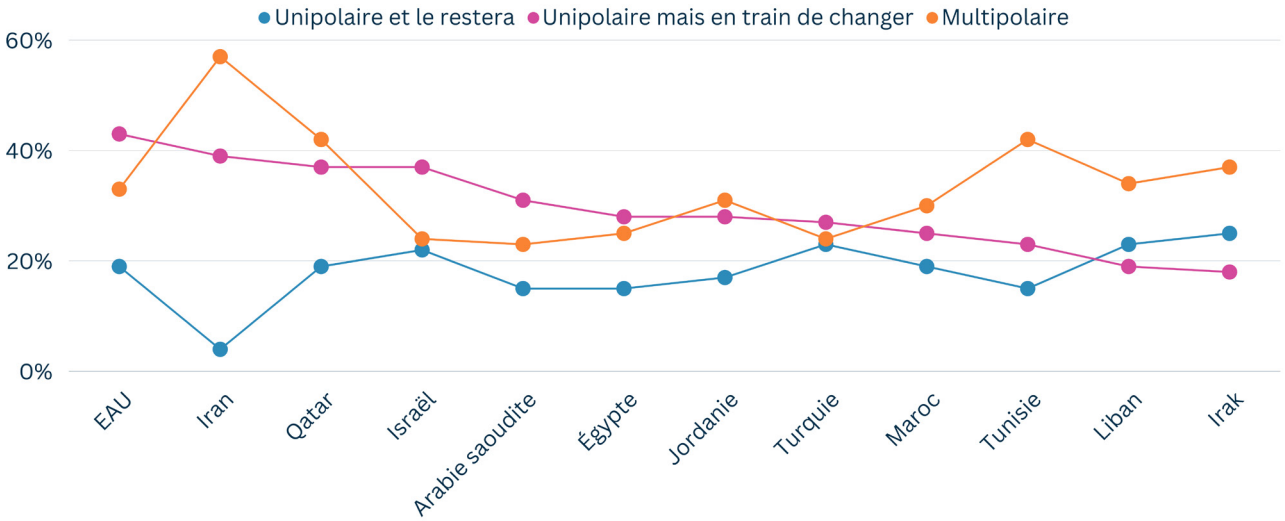
ENTRE LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS, À QUI FAITES-VOUS LE PLUS CONFIANCE AU MOYEN-ORIENT ?



En accord avec l'approbation d'un retrait américain et une vision critique de l'implication de la Russie, la plupart des personnes **dans huit des douze pays interrogés ne savaient pas s'ils faisaient davantage confiance à la Russie ou aux États-Unis pour faire ce qu'il faut dans la région.** L'interprétation de ce qui peut être compris dans "pas sûr" est ouverte – On peut supposer qu'une majorité de ces répondants considéraient que l'implication des deux superpuissances comme tout aussi préjudiciable, d'autant plus que dans dix pays sur douze, les actions de la Russie dans la région étaient perçues comme plus néfastes que bénéfiques.

Les exceptions sont les pluralités en Iran (49 %) et au Qatar (47 %), ainsi qu'une forte majorité en Israël (76 %), qui ont déclaré faire davantage confiance aux États-Unis qu'à la Russie pour faire ce qui est juste. Là encore, l'échantillon iranien est digne d'intérêt, surtout si l'on considère que Téhéran a récemment intensifié sa coopération militaire avec Moscou à un niveau sans précédent. La population iranienne semble toutefois être l'une des plus sceptiques à l'égard de la Russie dans la région.

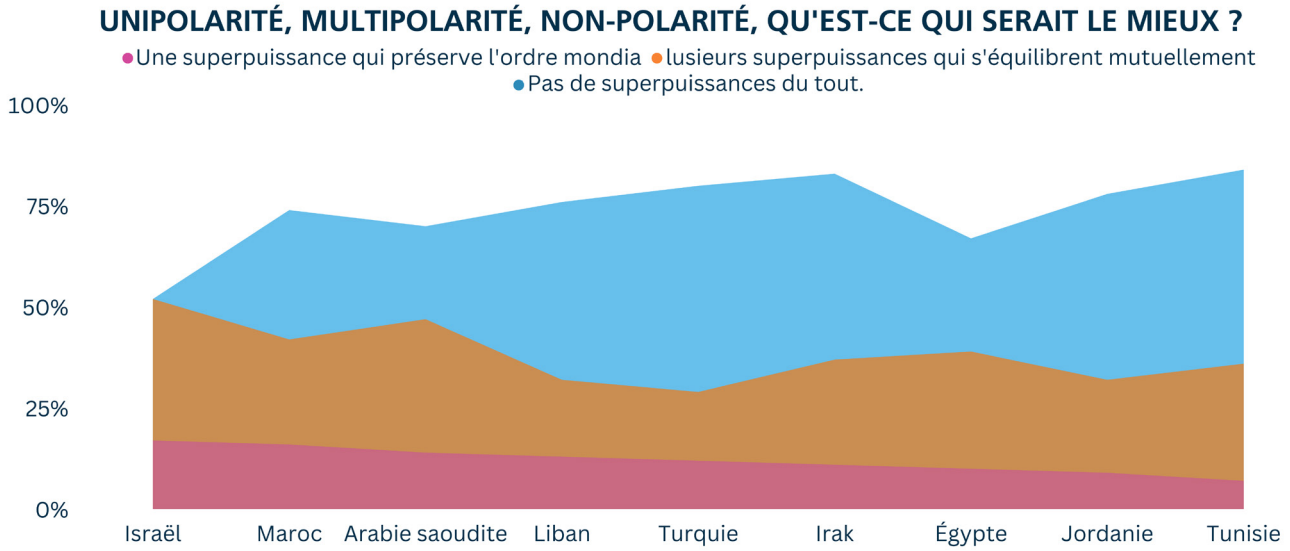
VIVONS-NOUS DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE OU UNIPOLAIRE ?



Ces résultats, qui sont révélateurs, s'alignent sur les points de vue de la région concernant la dynamique du pouvoir au niveau mondial. Alors que la plupart des répondants **considéraient qu'un pays[8] dans le monde est beaucoup**

8 L'option de nommer le pays n'a pas été donnée dans l'enquête.

plus puissant que les autres, ils étaient divisés sur la question de savoir s'il en sera de même à l'avenir, et préféreraient que plusieurs superpuissances s'équilibrent, **ou bien qu'il n'y ait pas de superpuissances du tout.** Une majorité de personnes interrogées dans sept pays sur douze percevait le monde comme étant déjà multipolaire.



**L'Iran, le Qatar et les Émirats arabes unis ne sont pas inclus ici car la question a été posée différemment dans ces pays.*

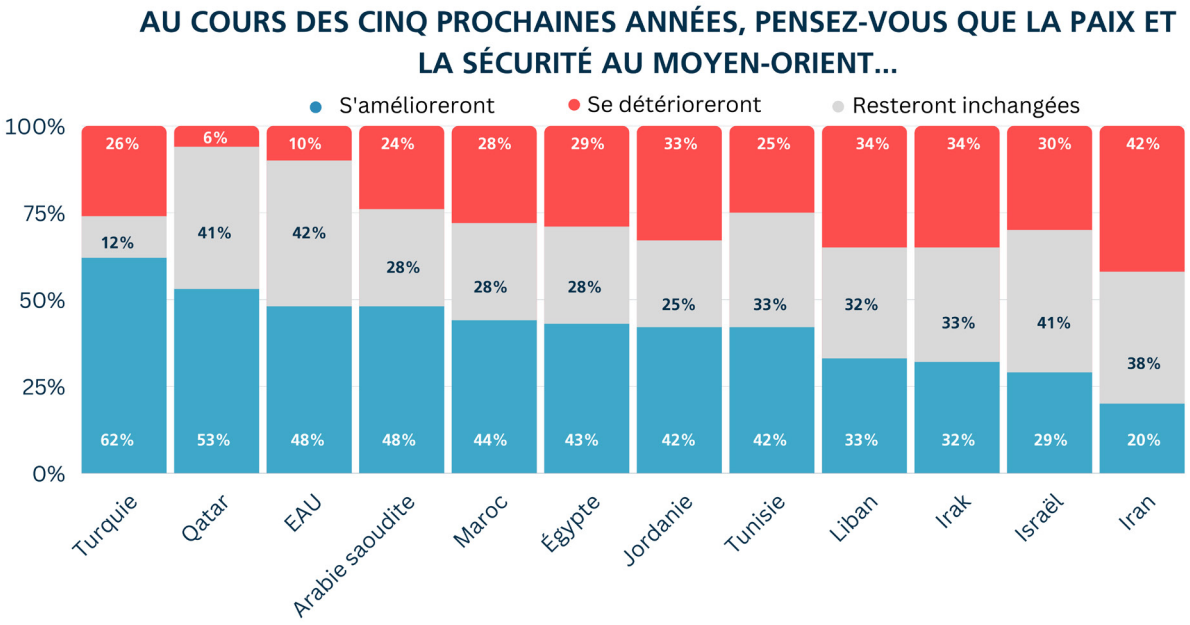
Cela peut indiquer une certaine **lassitude des superpuissances** dans la région : le moment d'unipolarité que les États-Unis ont exercé après la guerre froide au Moyen-Orient, depuis la guerre du Golfe en 1991, les accords d'Oslo en 1994, les guerres en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, jusqu'à l'intervention militaire en Libye en 2011, n'a pas été bien accueilli par les populations de la région MENA, ce qui a suscité un désir généralisé de changement.

Alors qu'au niveau mondial les relations entre les superpuissances se sont rapidement détériorées, la guerre entre la Russie et l'Ukraine étant l'indicateur le plus récent, le Moyen-Orient a récemment bénéficié d'une détente générale au cours des trois dernières années, le rapprochement saoudi-iranien en 2023 constituant un premier fait marquant.

En conséquence, **les personnes interrogées dans de nombreux pays de la région se sont montrées optimistes que la paix et sécurité dans la région MENA s'amélioreront ou s'amélioreront à-peu-près au cours des cinq prochaines années.** Les répondants turcs étaient particulièrement optimistes, 44 % d'entre eux pensant que la sécurité s'améliorera et 18 % pensent qu'elle s'améliorera à peu près.

En revanche, les répondants du Liban, d'Irak et d'Israël étaient plutôt indécis, tandis que ceux d'Iran s'attendaient à ce que la situation reste inchangée (38 %) ou qu'elle se détériore (42 %). Ces opinions étaient partagées avant le récent accord saoudi-iranien.

L'incertitude dominait également parmi les personnes interrogées lorsqu'on leur demande quand s'attendent-elles à ce que la guerre entre la Russie et l'Ukraine prendra fin, à l'exception d'Israël, où 44 % des personnes interrogées pensent qu'elle se terminera d'ici la fin de l'année 2023.



CONCLUSION

Les perceptions de la guerre Russo-Ukrainie par les personnes interrogées dans les douze pays de la région MENA couverts par cette enquête donnent une image ambivalente. Si la plupart attribuent un rôle central à la Russie, la responsabilité et les bénéfices du conflit ont été attribués à d'autres acteurs clés, en particulier les États-Unis.

De même, les personnes interrogées indiquaient une méfiance de **l'influence des puissances extérieures dans la région MENA,** qu'il s'agisse de la Russie, des États-Unis ou de l'UE.

Les résultats de cette enquête indiquent un désir d'éviter autant que possible les pièges de la prise de parti, malgré des **exceptions telles qu'Israël** et, de manière moins attendue, l'Iran. En contraste avec les positions diamétralement opposées de leurs gouvernements, les personnes interrogées dans les deux pays ont montré une similitude persistante dans leurs opinions : plus en faveur de l'Occident politique, plus sceptiques à l'égard de la Russie. Cela rompt avec ce qui semble par ailleurs être un **fort alignement généralisé des populations et des gouvernements** sur leurs points de vue concernant la guerre Russo-Ukrainie, les sanctions et la géopolitique.

Cela semble également être le cas pour un autre résultat clé : **l'aliénation continue des États Unis** en tant que puissance géopolitique extérieure majeure dans la région. Alors que le retrait militaire des États-Unis est accueilli par de nombreuses personnes dans la région, **l'appétit pour un remplaçant tel que la Russie ou l'UE semble faible.**

Pourtant, les personnes interrogées ont largement perçu la guerre entre la Russie et l'Ukraine comme une **réitération de l'ancienne confrontation de la Guerre Froide.** En conséquence, de nombreuses personnes dans la région MENA ont indiquées qu'elles préféraient ne pas faire allégeance à l'un ou l'autre des parties, préférant un **ordre international multipolaire.** Enfin, les personnes interrogées sont généralement plus **optimistes que pessimistes quant aux perspectives de paix et de sécurité de la région MENA dans un avenir proche.**

MÉTHODOLOGIE

L'enquête est basée sur un questionnaire d'entretien structuré. En Iran, au Qatar et dans les Émirats arabes unis, elle a été menée par une entreprise leader dans l'étude de marché global en janvier 2023, utilisant un système d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (CATI) qui respectent les normes les plus élevées en matière d'études de marché établies par l'Association européenne pour les études d'opinion et de marketing (ESOMAR) en termes de sécurité des données, de confidentialité et de sécurité des participants. Dans tous les autres pays, l'enquête a été réalisée sous la forme d'interviews en ligne via Internet en

novembre 2022 par YouGov, un groupe international d'analyse et de données d'études dont le siège se trouve au Royaume-Uni. Plus de 500 personnes ont été interrogées dans chaque pays de l'enquête, à l'exception de l'Irak (n = 400), du Qatar (n = 101) et des Émirats arabes unis (n = 100). La marge d'erreur est largement comprise entre 4,3 et 4,7 %, sauf pour l'Irak (5,7 %). Les différences dans la taille des échantillons et les marges d'erreur sont basées sur des facteurs tels que la taille de la population et l'accès aux répondants, et ont été contrôlées par les entreprises de recherches durant les analyses.

SEXE, ÂGE, LOCALISATION

Les données ont été divisées par sexe, âge et localisation dans le pays. Dans l'ensemble des pays étudiés, les hommes (et, dans une moindre mesure, les hommes plus âgés) étaient plus susceptibles de déclarer que les États-Unis sont responsables de la poursuite de la guerre entre la Russie et l'Ukraine que les femmes dans chaque pays échantillonné - à l'exception d'Israël et de la Turquie.
Dans la plupart des pays, les femmes étaient légèrement plus susceptibles de dire qu'elles préféreraient qu'il n'y ait pas de superpuissances dans le monde que les hommes, qui étaient légèrement plus susceptibles de dire qu'ils acceptaient un monde de superpuissances. Selon les entreprises de collecte de données, l'impression générale est que le sentiment anti-américain (mesuré en reprochant à différents pays d'avoir déclenché et perpétué la guerre en Ukraine, pour avoir profité de la guerre et pour avoir contribué à l'instabilité dans la région) est supérieur de 5 % chez les hommes.

Un certain nombre de résultats peuvent également être interprétés comme étant spécifiques à l'âge. Les jeunes répondants, à l'exception d'Israël, de l'Iran et de la Turquie sont légèrement plus susceptibles que les répondants plus âgés (hommes ou femmes) de dire que la Russie est responsable de la poursuite de la guerre. Dans chacun des pays étudiés, les répondants de la cohorte d'âge la plus âgée, constituant entre cinq et dix points de pourcentage, était plus susceptibles de dire qu'ils pensent que la guerre entre la Russie et l'Ukraine a directement un impact négatif sur leur pays que les répondants de la cohorte la plus jeune. Les jeunes répondants étaient également légèrement plus susceptibles de dire qu'ils pensent que la Russie bénéficie de la guerre que les générations plus âgées, qui sont plus susceptibles de dire que les États-Unis bénéficient de la guerre, que les générations plus âgées, qui sont plus susceptibles de dire que ce sont les États-Unis qui profitent le plus de la guerre. Dans la majeure partie de l'enquête, cependant, les différences démographiques par âge et par sexe ne sont pas larges.

RÉFÉRENCES

2 Robbie Gramer (2023) : Iran Doubles Down on Arms for Russia, Foreign Policy, consulté à l'adresse suivante : https://foreignpolicy.com/2023/03/03/russia-iran-drones-uav-ukraine-war-military-cooperation-sanctions/

3 Emmanuel Grynszpan (2023) : War in Ukraine : Israel cautiously opens its arsenal to Kyiv, Le Monde, 24 janvier 2023, consulté à l'adresse suivante : https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/01/24/war-in-ukraine-israel-cautiously-opens-its-arsenal-to-kyiv_6012781_4.html

4 Timothy Garton Ash, Ivan Krastev, Mark Leonard (2023) : United West, divided from the rest: Global public opinion one year into Russia's war on Ukraine, European Council on Foreign Relations (ECFR), 22 février 2023, consulté à l'adresse suivante : https://ecfr.eu/publication/united-west-divided-from-the-rest-global-public-opinion-one-year-into-russias-war-on-ukraine/

7 Eugène Chausovsky (2022) : Turkey Is the Biggest Swing Player in the Russia-Ukraine War, Foreign Policy, consulté à l'adresse suivante : https://foreignpolicy.com/2022/08/11/turkey-russia-ukraine-war-swing-player/

* Cette brève analyse donne un aperçu des résultats des enquêtes réalisées. Pour une analyse plus approfondie, veuillez-vous référer à l'analyse plus longue de l'enquête sous le titre **Multipolarity and the Middle East : Exploring Regional Attitudes towards the Russia-Ukraine War.** Full Report, July, 2023.

À PROPOS DES AUTEURS

Marcus Schneider est le Directeur du Projet régional Paix et sécurité dans la région Moyen-Orient – Afrique du Nord de la Fondation Friedrich-Ebert.

Dilek Gürsel travaille en tant que Coordinatrice de programme du Projet régional Paix et sécurité dans la région Moyen-Orient – Afrique du Nord

Clemens Starke travaille en tant que Coordinateur de programme du Projet régional Paix et sécurité dans la région Moyen-Orient – Afrique du Nord

Publié par :
Friedrich-Ebert-Stiftung Projet régional Paix et sécurité dans la région Moyen-Orient – Afrique du Nord
20 Stasandrou, Apt. 401
1060 Nicosie
Chypre
Courriel: **peace.mena@fes.de**

Responsable du contenu et de l'édition :
Marcus Schneider | Directeur | Projet régional Paix et sécurité dans la région Moyen-Orient – Afrique du Nord

Cheffe de programme en charge :
Dilek Gürsel I Coordinatrice de programme régional

Contact: **peace.mena@fes.de**

Traduction : Anne Godard
Conception : Nour Abou Ismail

Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). L'utilisation commerciale des médias publiés par la FES est interdite sans autorisation de la FES. Les publications de FES ne peuvent être utilisées à des fins de propagande électorale.

©2023

ISBN 978-9925-8021-2-8

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG